

"Quatre jours par mois, Strasbourg s'anime" dans Libération

Légende: À la veille des élections européennes de juin 2004 dans une Union élargie à 25 États membres, le quotidien français Libération témoigne de l'activité parlementaire dans le bâtiment du Parlement européen à Strasbourg afin de rapprocher le lecteur d'une institution méconnue.

Source: Libération. 01.06.2004. Paris. "Quatre jours par mois, Strasbourg s'anime", auteur:Lebegue, Thomas.

Copyright: (c) Libération

URL: http://www.cvce.eu/obj/quatre_jours_par_mois_strasbourg_s_anime_dans_liberation-fr-0c466a79-a93c-465d-ab5f-b9cddb6b401.html

Date de dernière mise à jour: 27/05/2014

Événements

Quatre jours par mois, Strasbourg s'anime

Dans un bâtiment ultramoderne, siégeront les 732 députés venus de 25 pays. Une institution méconnue, au mode de fonctionnement démocratique, mais souvent peu lisible.

Par Thomas LEBEGUE
Strasbourg envoyé spécial

Un «*objet votant non identifié*». Qui parle vingt langues. Possède plusieurs adresses. Réunira, après le scrutin, 732 députés venus de 25 pays. Et légifère à tout va, de la taille des roues de tracteur au temps de travail des chauffeurs routiers, en passant par la qualité des eaux pour les poissons. Il traite aussi de sujets plus vastes, comme la libéralisation des chemins de fer. Cet «*ovni*», c'est le Parlement européen, ainsi baptisé par son vice-président, Gérard Onesta (Vert) qui enrage de voir l'institution si méconnue. Il aligne les chiffres comme autant de prouesses : «*Avant élargissement, il y avait 120 partis représentés, 15 nationalités et 289 millions d'électeurs... C'est une assemblée législative à ambition continentale.*» D'où sortent plus de 70 % des textes appliqués en France. Etat des lieux.

«**Troupeau**». Une fois par mois, le lundi matin, un train part de Bruxelles, rempli de fonctionnaires et d'attachés parlementaires dûment badgés. «*Ça fait un peu troupeau*», raconte l'un d'eux. Cinq heures plus tard, ils débarquent à Strasbourg, récupèrent leurs cantines en fer et prennent possession d'un bâtiment cylindrique ultramoderne situé dans un quartier résidentiel. Les députés, eux, arrivent de toute l'Europe en avion. C'est le cas de Brice Hortefeux qui, ce lundi, est en retard. Lieutenant de Nicolas Sarkozy, élu en 1999 sur la liste RPR-DL, il traîne sa petite valise à roulettes dans les couloirs sans fin du Parlement : «*Mais par où on passe dans ce bordel ?*» Il a rendez-vous avec des étudiants en droit pour... leur présenter le Parlement.

L'élue auvergnat leur apprend que Strasbourg est un trompe-l'oeil. L'essentiel du travail parlementaire s'effectue à Bruxelles. Quatre jours par mois seulement, les eurodéputés se retrouvent pour siéger en Alsace. Le reste du temps, le bâtiment, dont la facture s'élève à 500 millions d'euros, reste vide. Une absurdité économique qui s'explique par le mythe fondateur de la réconciliation franco-allemande. A chaque session, des élus de tous bords plaident pour que le Parlement soit rapatrié en Belgique. «*Strasbourg, c'est charnel*, explique Marielle de Sarnez (UDF). *On se retrouve tous les mois enfermés ici, ça permet beaucoup d'échanges dans les couloirs.*» Où ça parle beaucoup anglais et encore un peu français. La députée centriste reconnaît que Strasbourg n'est pas l'idéal pour les Finlandais ou les Grecs... Sans parler du coût de ce déménagement mensuel : 200 millions d'euros par an.

Le mardi midi, l'hémicycle se remplit d'un coup. C'est l'heure des votes. Les députés se prononcent sur des dizaines de rapports. Ils ont tous un casque sur la tête. Y compris le président Pat Cox. Les interprètes permettent de suivre les débats. Chaque groupe désigne un député le *whip* («fouet») qui est chargé de faire voter ses collègues : le pouce levé pour un vote positif, le pouce baissé pour voter contre. Mais, proportionnelle oblige, cette discipline de parti ne suffit pas. Le premier groupe du Parlement (PPE-DE, droite) ne peut rien faire sans l'appoint du groupe libéral. Quand il ne fait pas directement alliance avec les socialistes du PSE. «*Nous fonctionnons sur un mode coopératif*, explique Jean-Louis Bourlanges (UDF). *C'est plus démocratique, mais c'est aussi moins lisible.*» L'absence de majorité incite à cette «*culture du compromis*» qui ennuie tant les Français mais où les Allemands excellent. Pas de passes d'armes enflammées, peu de votes bloc contre bloc, et une courtoisie de tous les instants. Alors, une motion de censure déposée par des eurosceptiques, c'est comme un gros mot prononcé en public. «*Un acte hypocrite !*», s'enflamme Daniel Cohn-Bendit à la tribune... avant de demander à ses amis écologistes de retirer leurs signatures de la motion.

«**Invendable**». Les sujets abordés sont parfois si pointus et les discussions en séance si obscures qu'on comprend le désintérêt des médias. «*Un député européen, c'est invendable*», regrette Onesta. Trop technique, trop consensuel, trop «bruxellois» en somme. Ce mercredi, en fin d'après-midi, seuls une

vingtaine d'entre eux sont en séance. Moins nombreux que les interprètes et les touristes... Pour Onesta, il ne sert à rien de siéger en nombre sur tous les sujets : *«Il est impossible d'être compétent sur tout.»* Reste que l'effet d'image est désastreux. Pour dépasser cette caricature d'élite initiée et d'hémicycle déserté, le Parlement essaie de faire parler de lui autrement. Les plus fédéralistes rappellent que leur assemblée est à l'origine de la future Constitution. *«Depuis quinze ans, le Parlement est le vecteur de la démocratisation de l'Union»*, assure Jean-Louis Bourlanges (UDF). En vertu de la «codécision» qui les place sur un pied d'égalité avec le Conseil des ministres de l'UE, les députés ont le droit d'examiner et d'amender la plupart des textes communautaires. Quand la Constitution entrera en vigueur, seuls trois domaines échapperont encore au Parlement. Mais pas des moindres : la fiscalité, la politique étrangère et la politique sociale.

En attendant, à la tête du Parlement depuis 2002, le libéral irlandais Pat Cox tente de *«communiquer de manière concrète»* et d'éviter *«le jargon des experts européens»*. Cet ancien journaliste vedette de la télévision irlandaise est allé dans tous les pays de l'Union pour «vendre» les mesures adoptées sous la dernière législature (1999-2004) : obligation faite à certaines entreprises de *«fournir des services universels»* (les cabines téléphoniques, par exemple), instauration des plages à pavillon bleu, exigence d'une double coque pour les pétroliers, ou encore création d'une carte de santé européenne. Optimiste par fonction, le président du Parlement veut croire que les Européens s'intéressent de plus en plus à leurs institutions. Mais en France, qui connaît Pat Cox ?